

Le Maire de La Clusaz

à

Madame la Présidente
Mission Régionale de l'Autorité
Environnementale
3 Rue Paul Guiton
74998 ANNECY

La Clusaz, le 22 mai 2025

Référence : SU/PG – 2025/106

Service : Service urbanisme

Affaire suivie par : DEMONT Fabien – GOY Philippe

Téléphone : 04.50.32.65.30 Adresse mail : urbanisme@laclusaz.fr

Objet : PLU – Modification de droit de commun n°1

Recours gracieux et réponse à l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale n°2024-ARA-AC-3682 en date du 05/02/2025.

Madame la Présidente,

Dans le cadre de la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme de La Clusaz, qui emporte de nombreux ajouts, intégrations de jurisprudences et adaptation des règles d'urbanisme à l'évolution de nos enjeux, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale Auvergne – Rhône-Alpes a été sollicitée pour rendre un avis conforme.

Dans son avis du 5 février 2025, la MRAE, que vous présidez, indique que le dossier analysé est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine et préconise la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux dont notamment :

- Une analyse des secteurs concernés par l'extension des bâtiments d'exploitation agricole situés dans les secteurs d'intérêt écologique et les corridors écologiques, les besoins induits par ces extensions ainsi que les incidences environnementales de ces extensions ;
- Une analyse potentielle des incidences environnementales de l'installation des dispositifs de production d'énergie solaire au sol dans les espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Une définition des mesures pour éviter, réduire et compenser les incidences, ainsi que des mesures de suivi.

A titre liminaire, il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz approuvé le 06 avril 2017 a fait l'objet d'une évaluation environnementale qui valorise les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique, conformément à l'article L.104-5 du code de l'urbanisme.

1 - Réponse à l'avis de la MRAE

Comme nous vous l'avons indiqué lors d'un échange en visio-conférence, très constructif et qui nous a permis de partager avec vous nos objectifs et de comprendre vos attentes, nous souhaitons solliciter un nouvel avis conforme sur la base des éléments que nous vous transmettons ci-après et ci-joint.

- I. Concernant l'extension modérée des exploitations agricoles, nous vous avons indiqué que cette possibilité d'extension était une augmentation des droits déjà existants dans le PLU. En effet, nous souhaitons permettre une extension de 30%, contre 10% dans le document actuellement applicable. Cette volonté trouve sa source dans l'ambition de permettre la mise en conformité des bâtiments agricoles, afin de respecter les règles d'exploitation des fromages au lait cru, plus spécifiquement des règles de l'AOP Reblochon. Les projets d'extension des bâtiments justifieront de leur bonne insertion environnementale en tenant compte des sensibilités écologiques du secteur. Cette attente, nous l'inscrivons réglementairement dans le dossier nouvellement soumis à l'avis de la MRAE, de manière à ce que la règle définie soit cohérente avec nos propos tenus dans ce courrier.
- II. L'objet des extensions des bâtiments est le suivant : il s'agira de rendre les étables plus accessibles en créant une meilleure circulation des troupeaux (*entrées, sorties dissociées*), de proposer un meilleur confort d'usage pour les animaux, de permettre la mise aux normes des locaux de fabrication, ainsi qu'une amélioration des conditions de travail des exploitants. En matière d'assainissement, les fosses à lisier seront mises aux normes et imperméabilisées systématiquement pour chaque projet. Dans cet objectif, et en prévision de projets émergents, une étude jointe à la présente a été réalisée à titre d'exemple sur 3 sites ; elle évalue les différents enjeux écologiques et leurs impacts qui font l'objet d'analyses (habitats naturels, faune, flore, zones humides). Il en ressort des impacts classés de nul à négligeable ou moyen selon les projets.
- III. Installation des dispositifs de production d'énergie solaire au sol dans les espaces naturels, agricoles et forestiers.
Comme vous pourrez le constater dans le dossier mis à jour joint à ce courrier, ce point est supprimé de la modification de droit commun n°1 du PLU.

2-Eviter, réduire et compenser les incidences

Afin de répondre en partie aux interrogations de la MRAE sur les incidences environnementales, l'étude du cabinet « Karum » en pièce jointe, propose, dans ses conclusions, les mesures à mettre en œuvre pour les projets d'extension des bâtiments agricoles situés en secteur d'intérêt écologique et corridors écologiques.

A la lecture de ces éléments, de l'étude jointe en annexe et du nouveau projet de modification de droit commun n°1 du PLU, je sollicite de votre part, un nouvel avis conforme. Ce courrier fait office de recours gracieux.

Je reste à votre disposition afin de vous apporter tous les éléments que vous jugerez utiles.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Maire,
Didier THEVENET

Pièces jointes :

- Le dossier complet MDC n°1
- L'étude Karum

